



Au-delà de la pauvreté, des fragilités multiples dans les quartiers de la politique de la ville

La population des quartiers de la politique de la ville est confrontée à des situations économiques et sociales plus dégradées que celle des agglomérations. Dans les Pays de la Loire, 42 % de leurs habitants vivent sous le seuil de pauvreté. Si la région bénéficie de conditions socio-économiques globalement favorables, les quartiers de la politique de la ville ligériens concentrent parfois plus les situations de précarité qu'au niveau national. Les familles monoparentales y sont plus présentes et les difficultés scolaires plus prégnantes. Par ailleurs, si la population des quartiers de la politique de la ville travaille plus souvent dans la région qu'en moyenne nationale, les emplois y sont davantage précaires. Le parc social est particulièrement concentré dans ces quartiers. La situation varie cependant d'une agglomération à l'autre.

Hélène Chesnel, Delphine Legendre, Insee

Depuis 2015, la géographie prioritaire est recentrée sur les territoires urbains les plus fragilisés. Ceux-ci ont été définis principalement en tenant compte de la faiblesse des revenus des habitants. Dans les Pays de la Loire, les 46 quartiers de la politique de la ville rassemblent 146 000 personnes, soit 10 % de la population des unités urbaines concernées (*définitions*). Cette part varie de 6 % à Saint-Nazaire à 17 % à Sablé-sur-Sarthe (*encadré*). Comparée à leur environnement, la situation des habitants de ces quartiers fait apparaître des enjeux différents selon les unités urbaines.

Une pauvreté marquée dans les quartiers de la politique de la ville

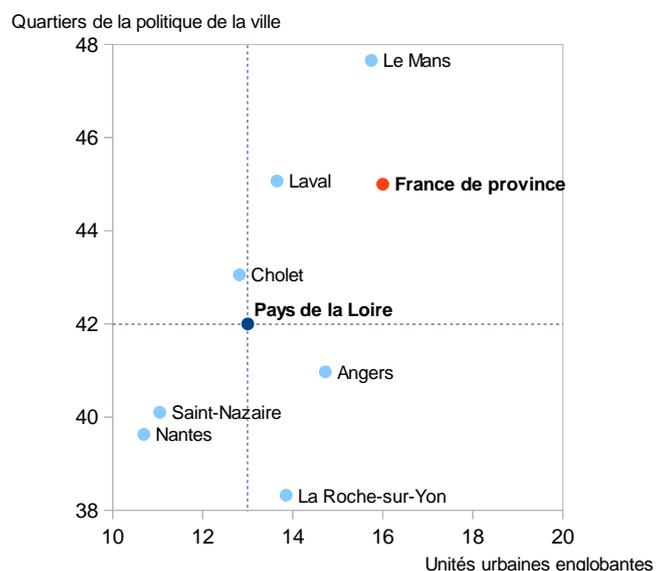
Par construction, les quartiers de la politique de la ville concentrent la pauvreté monétaire des territoires urbains (*définitions*). Dans les Pays de la Loire, 42 % de leurs habitants ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté, soit 29 points de plus que dans les unités urbaines (*figure 1*). Si les quartiers ligériens sont globalement moins touchés que ceux de France de province, le taux de pauvreté y varie de 38 % à 48 % selon les agglomérations. À Nantes et à Saint-Nazaire, il est inférieur à la moyenne régionale, à la fois dans ces quartiers et dans les unités urbaines. À l'inverse, la situation est dégradée dans les deux cas au Mans et à Laval. Dans les quartiers de la politique de la ville du Mans, la pauvreté monétaire est plus présente qu'en moyenne dans ceux de France de province. À Angers et à La Roche-sur-Yon, la pauvreté est plus diffuse : davantage présente qu'en moyenne régionale dans l'unité urbaine, elle est moins marquée dans les quartiers de la politique de la ville.

Au total, dans la région, 35 % des personnes pauvres des unités urbaines habitent dans les quartiers de la politique de

la ville, soit 1 point de plus qu'au niveau national. Cœur de cible de la politique de la ville, les quartiers de la politique de la ville ne rassemblent pas la totalité des populations en situation de précarité : elles sont dispersées dans l'ensemble de l'espace urbain et plus largement au-delà des frontières des villes.

1 Une pauvreté trois fois plus forte dans les quartiers de la politique de la ville

Taux de pauvreté dans les quartiers de la politique de la ville et leurs unités urbaines englobantes (en %)



Sources : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal 2012.

Davantage d'habitants des quartiers de la politique de la ville vivent dans des types de ménages plus exposés à la pauvreté, notamment dans des familles monoparentales ou des ménages de cinq personnes ou plus. Les familles monoparentales sont plus présentes dans les quartiers de la politique de la ville ligériens qu'en France de province (19 % dans la région, soit 1 point de plus), alors qu'elles le sont moins dans les unités urbaines. L'écart entre les quartiers de la politique de la ville et les unités urbaines est ainsi plus marqué dans la région (+ 9 points contre + 7 points au niveau national).

Formation : une situation plus dégradée

La situation des habitants des quartiers de la politique de la ville est également plus fragile en matière de formation : la réussite scolaire et le niveau de formation y sont moindres. Les écarts entre ces quartiers et le reste des agglomérations sont plus marqués dans les Pays de la Loire qu'au niveau national. Dans les quartiers, 24 % des élèves sont en retard scolaire à leur entrée en 6^e, soit 1 point de plus qu'en France de province alors que les Ligériens sont globalement moins touchés (figure 2).

Le déficit de formation concerne également l'ensemble de la population : 77 % des habitants de 15 ans ou plus des quartiers de la politique de la ville n'ont pas de diplôme ou un diplôme inférieur au baccalauréat, soit 22 points de plus que dans les unités urbaines.

2 Des écarts parfois plus marqués dans les Pays de la Loire

Facteurs de fragilité : comparaison entre les quartiers de la politique de la ville (QPV) et leurs unités urbaines (UU) englobantes

	Pays de la Loire		France de province	
	QPV	UU englobantes	QPV	UU englobantes
Part des élèves en retard scolaire à l'entrée en 6 ^e (en %)	24	11	23	13
Part de la population sans diplôme ou avec un diplôme inférieur au baccalauréat parmi la population non scolarisée de 15 ans ou plus	77	55	77	58
Part des personnes de 15 à 64 ans ayant un emploi (en %)	49	62	44	60
Part des emplois précaires (CDD, apprentissage, intérim, stages) parmi les emplois (en %)	26	16	24	15
Nombre de logements sociaux par ménage	0,93	0,24	0,76	0,23

Sources : Insee, Recensement de la population 2010 ; MENESR-DEPP, Système d'information Scolarité, enquête n° 16 sur les établissements privés hors contrat, rentrée 2011 ; SOeS, RPLS 2013.

Moins de chômage mais des emplois plus précaires qu'au niveau national

Les habitants des quartiers de la politique de la ville rencontrent davantage de difficultés pour accéder à l'emploi : seulement 49 % des personnes de 15 à 64 ans travaillent, soit 13 points de moins que dans les unités urbaines. La situation est toutefois plus favorable dans les Pays de la Loire qu'en France de province.

Les habitants de ces quartiers occupent plus souvent des emplois de courte durée (CDD, intérim, etc.) : 26 % contre 16 % dans les unités urbaines. L'écart entre les quartiers et les unités urbaines est légèrement plus marqué qu'au niveau national. En outre, la précarité de l'emploi est plus fréquente dans les Pays de la Loire à la fois dans ces quartiers et dans les unités urbaines englobantes.

Des logements sociaux très concentrés dans les quartiers de la politique de la ville

L'habitat est une autre spécificité des quartiers de la politique de la ville : le parc est très majoritairement constitué de logements sociaux. Dans les Pays de la Loire, le nombre de logements loués par des bailleurs sociaux atteint 0,93 par ménage au sein de ces quartiers. Cette présence est nettement plus marquée qu'en France de province (0,76).

L'offre de logement social des agglomérations de la région est équivalente au niveau national. Le parc social ligérien est ainsi davantage concentré dans les quartiers de la politique de la ville : dans la région, 41 % des logements sociaux des unités urbaines sont situés dans ces quartiers, soit 3 points de plus qu'en France de province. La concentration est marquée dans les petites agglomérations, notamment Cholet et Sablé-sur-Sarthe. À l'inverse, le parc social est majoritairement hors quartiers de la politique de la ville à Saint-Nazaire, à La Roche-sur-Yon et à Laval. La répartition de l'offre de logements sociaux est un levier pour favoriser la mixité sociale. ■

Quels territoires de comparaison ?

Les quartiers de la politique de la ville des Pays de la Loire sont comparés à ceux de la France de province (France métropolitaine hors Île-de-France). Les habitants des quartiers de la politique de la ville d'Île de France ont des caractéristiques spécifiques ; comme près d'un tiers de la population de ces quartiers y habite, leur profil influe fortement sur les résultats nationaux.

Par ailleurs, afin d'analyser les liens entre les spécificités de ces quartiers et leur environnement, le profil des quartiers est rapproché de celui de l'unité urbaine dans laquelle ils sont situés (ou unité urbaine englobante).

Définitions

Unité urbaine : commune ou ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (sans coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants. Dans la région, seules les 11 unités urbaines comprenant un quartier de la politique de la ville sont prises en compte : Nantes, Angers, Le Mans, Saint-Nazaire, Cholet, Laval, La Roche-sur-Yon, Saumur, Fontenay-le-Comte, Sablé-sur-Sarthe et Châteaubriant.

Pauvreté monétaire : une personne est considérée comme pauvre lorsqu'elle vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Celui-ci est fixé à 60 % du niveau de vie médian, soit 987 euros mensuels en 2012 en France métropolitaine.

Une étude est actuellement en cours en partenariat avec la Préfecture de Région pour identifier les enjeux selon les quartiers de la politique de la ville. La Direccte, le Rectorat, Pôle emploi, la DRDJSCS, la Dreal et l'ARS y participent.

Insee des Pays de la Loire
105, rue des Français Libres
BP 67401 - 44274 NANTES Cedex 2

Directeur de la publication :
Pascal Seguin

Rédactrice en chef :
Myriam Boursier

Bureau de presse :
02 40 41 75 89

ISSN 2275-9808
© INSEE Pays de la Loire
Mai 2016

Pour en savoir plus :

- Renaud A., Sémécurbe F., [Les habitants des quartiers de la politique de la ville : la pauvreté côtoie d'autres fragilités](#), Insee Première, n°1593, mai 2016.
- Chesnel H., [Politique de la ville : profil des nouveaux quartiers prioritaires](#), Insee Flash Pays de la Loire, n°30, octobre 2015.
- Darriau V, Henry M. et Oswald N., « [Politique de la ville en France métropolitaine : une nouvelle géographie recentrée sur 1 300 quartiers prioritaires](#) », in *France, portrait social*, Insee Références, Édition 2014, novembre 2014.